



Tous droits réservés

## PROCEDURE CIVILE

### Séance 1 - Introduction à la procédure civile

<b>I. Les principes directeurs .....</b>	<b>3</b>
<b>A) Le principe dispositif .....</b>	<b>3</b>
1) <i>Le rôle des parties.....</i>	<i>3</i>
2) <i>Le rôle du juge.....</i>	<i>4</i>
a) <i>Les faits .....</i>	<i>4</i>
b) <i>Le droit.....</i>	<i>4</i>
<b>B) Le principe du contradictoire .....</b>	<b>5</b>
1) <i>Entre les parties .....</i>	<i>5</i>
2) <i>Par le juge .....</i>	<i>5</i>
<b>II. Les sources de la procédure civile.....</b>	<b>6</b>
<b>A) Les Codes .....</b>	<b>6</b>
1) <i>Le Code de la procédure civile .....</i>	<i>7</i>
2) <i>Le Code de l'organisation judiciaire.....</i>	<i>7</i>
3) <i>Le Code des procédures civiles d'exécution.....</i>	<i>7</i>
4) <i>Le Code civil.....</i>	<i>7</i>
<b>B) La Convention européenne des droits de l'homme .....</b>	<b>7</b>
<b>C) L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux .....</b>	<b>8</b>
<b>D) Les règlements européens.....</b>	<b>8</b>
<b>E) La jurisprudence et la doctrine .....</b>	<b>8</b>

Le nom de procédure civile ne fait pas l'unanimité dans les universités, il est parfois enseigné sous l'appellation : droit judiciaire privé, contentieux judiciaire ou même contentieux civil.

La procédure civile a pour objet principal : les litiges.



**Définition :** Les litiges sont des conflits, des contestations ...

Attention, tous les conflits n'intéressent pas le droit. Par exemple : une dispute d'amoureux.

Il est nécessaire d'avoir un conflit qui porte sur une question de droit.

La procédure civile est le droit relatif aux procédures judiciaires de réalisation des droits privés litigieux.

Il est possible que le juge intervienne en dehors des litiges c'est la **justice gracieuse**.

L'**article 25 du Code de procédure civile** dispose que « le juge statue en matière gracieuse lorsqu'en l'absence de litiges, il est saisi d'une demande dont la loi exige, en raison de la nature de l'affaire ou de la qualité du requérant, qu'elle soit soumise à son contrôle ».



**Exemple :** En matière de protection des majeurs protégés

La procédure civile peut se faire sans juge : **le règlement amiable des litiges**.

Les procédures qui favorisent le règlement amiable des litiges sont dites : les modes alternatifs de règlement des litiges. L'**article 1528 du Code de procédure civile** dispose que « les parties à un différend peuvent, à leur initiative [...], tenter de le résoudre de façon amiable avec l'assistance d'un médiateur, d'un conciliateur de justice ou, dans le cadre d'une procédure participative, de leurs avocats ».

# I. Les principes directeurs



**Définition :** Le principe de dispositif : principe selon lequel les parties ont l'initiative du procès et en déterminent le contenu. Le juge ne peut trancher sur les faits dont il est saisi.

Le principe de contradictoire est le principe selon lequel les arguments et pièces doivent être débattus entre les parties.

## A) Le principe dispositif

### 1) Le rôle des parties



**À retenir :** Les parties disposent du procès.

Le principe dispositif consiste à déterminer le rôle des parties.

L'**article 1 du Code de procédure civile** dispose que « Seules les parties introduisent l'instance, hors les cas où la loi en dispose autrement ». Le juge ne peut s'autosaisir.

L'introduction de l'instance est une obligation aux parties pour fixer le cadre du litige.

L'**article 4 al.1 du Code de procédure civile** « l'objet du litige est déterminé par les prétentions respectives des parties ». On retrouve ses prétentions dans l'assignation ou la requête pour le demandeur et dans les conclusions pour le défendeur.

Cette obligation conduit au principe d'immutabilité du litige, qui permet de conserver une cohérence. Les parties ne peuvent faire valoir de nouvelle prétention en cours de procès. Sauf à ce qu'elles se rattachent à celles initiales par un lien suffisant.

L'**article 5 du Code de procédure civile** « Le juge doit se prononcer sur tout ce qui est demandé et seulement sur ce qui est demandé ».

Il appartient aux parties d'énoncer les faits (**art. 6 CPC**) et de les prouver (**art. 9 CPC**).

Les parties peuvent mettre fin au jugement, à tout moment. Elles peuvent se désister. Il y a un désistement d'instance et un désistement d'acte de procédure (c'est renoncer

aux effets d'un acte accompli pour une partie). En effet, le désistement doit être accepté par le défendeur. Sauf, s'il « n'a présenté aucune défense au fond ou fin de non-recevoir au moment du désistement » (**art. 395 al2 CPC**). Le désistement d'instance peut se faire par écrit ou formuler par déclaration verbale (**art.397 CPC**).

## 2) *Le rôle du juge*

Les **articles 2 et 3 du Code de procédure civile** déterminent la place du juge concernant le déroulement de l'instance.

L'**article 2** limite l'autonomie des parties, et exige que les actes de procédures soient réalisés dans les formes et les délais requis. L'**article 3** indique qu'il appartient au juge de veiller au bon déroulement de l'instance, autrement dit de respecter les principes directeurs du procès et notamment le principe du contradictoire.

Le juge intervient pour contrôler les règles de procédures et les délais ainsi que les faits et le droit.

### a) Les faits

L'**article 7 al.1 du Code de procédure** civile énonce que « le juge ne peut fonder sa décision sur des faits qui ne sont pas dans le débat ». Il faut le combiner à l'**article 8**, qui « invite les parties à fournir les explications de fait qu'il estime nécessaires à la solution du litige ». Il incombe aux parties de prouver les faits (**art. 9 CPC**).

Mais, le juge peut prendre des mesures d'instruction.

### b) Le droit

Le juge a la qualification juridique des faits et doit trancher le litige en application des règles de droit qui sont applicables. C'est l'**article 12 al. 2 du Code de procédure** qui indique que le juge « doit donner ou restituer leur exacte qualification aux faits et aux actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée ».

## B) Le principe du contradictoire



**Définition :** C'est le principe selon lequel les arguments et pièces doivent être débattus entre les parties.

C'est un élément central du procès équitable. Il est régi par les **articles 14 et 17 du Code de procédure civile**. C'est la possibilité pour chaque partie de faire valoir ses arguments devant un juge.

### *1) Entre les parties*

Lors de l'introduction à l'instance, c'est l'**article 14 du CPC** qui indique que « nul ne peut être jugé sans avoir été entendu ou appelé ».

La défense est un droit, dès lors ne peut pas être pris en considération le défaut du défendeur. Cette obligation pour le défenseur de se présenter connaît des exceptions comme les ordonnances sur requêtes, l'objectif est que l'adversaire ne soit pas prévenu de l'action pour une inefficacité. Ainsi que la matière gracieuse qui n'implique pas de grief à l'égard d'une personne.

L'**article 15 du Code de procédure civile** dispose que « les parties doivent se connaître mutuellement en temps utile les moyens de fait sur lesquelles elles fondent leurs prétentions, les éléments de preuve qu'elles produisent et les moyens de droit qu'elles invoquent afin que chacun soit à même d'organiser sa défense ».

Les parties doivent faire preuve de loyauté concernant les communications spontanées, et donner en le plus rapidement possible à l'autre.

### *2) Par le juge*

Le juge doit veiller au respect du contradictoire par les parties, et par lui.

L'**article 16 du Code de procédure civile** dispose que le juge a l'obligation de faire observer le principe du contradictoire. L'**article 13 du Code de procédure civile** permet au juge de mettre en demeure une partie qui ne respecterait pas ce principe, combiné à l'**article 134 du Code de procédure civile** qui permet au juge de prononcer une astreinte pour contraindre cette partie.

L'**article 16** permet au juge d'observer lui-même le principe du contradictoire. L'alinéa 3 indique que « le juge ne peut fonder sa décision sur les moyens de droit qu'il a relevé d'office sans avoir au préalable invité les parties à présenter leurs observations ». Le soulevé d'office est un moyen de droit impose de recueillir l'avis des parties voire une réouverture des débats.



**Attention :** En matière civile, le ministère public joue plusieurs rôles. Mais il peut être parti principal au procès.

La Cassation (**Cass., Civ, 1<sup>er</sup> 3 mai 1993, n° 1993.630**) indique que le ministère public est tenu d'assister à l'audience, mais il est dispensé de produire ses conclusions préalablement à l'audience. L'**article 431 du Code de procédure civile** permet au ministère public, lorsqu'il est partie à l'affaire, de présenter ses observations à l'oral ou par des conclusions, qui ne seront communiquées aux parties qu'au jour de l'audience.

La CEDH dans un arrêt en date du **20 février 1996 n° 1996. 1028** précise que le principe de contradictoire implique que « la faculté pour les parties à un procès, pénal ou civil, de prendre connaissance de toutes pièces ou observations présentées au juge, même par un magistrat indépendant, en vue d'influencer sa décision et de la discuter ».

## II. Les sources de la procédure civile

### A) Les Codes

### *1) Le Code de la procédure civile*

Il a été promulgué par un **décret du 5 décembre 1975**. Le Code a fait l'objet de nombreuses réformes. On trouve notamment des mesures tendant à limiter le contentieux soumis aux tribunaux et une incitation **aux modes alternatifs de règlements**.

### *2) Le Code de l'organisation judiciaire*

Il contient des principes généraux de la procédure : gratuité de la justice, impartialité du juge, etc.

### *3) Le Code des procédures civiles d'exécution*

Certaines de ses mesures concernent la procédure civile

### *4) Le Code civil*

Ce Code contient des règles de procédure notamment sur les actions en filiation, ainsi que sur la portée générale de la chose jugée ou encore la prescription.

## **B) La Convention européenne des droits de l'homme**

Notamment par l'**article 6§ 1** qui pose **le droit à un procès équitable** :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement, et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement

nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

## C) L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux

Cet article pose le droit à un **recours effectif et un accès à un tribunal impartial** avec la nécessité du **principe de publicité de la justice**.

« Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal [...] Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnablement par un tribunal indépendant et impartial [...] Toute personne a la possibilité de se faire conseiller défendre et représenter. Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes [...]. »

## D) Les règlements européens

De nombreux règlements européens concernent la procédure civile. Ils facilitent la circulation et la reconnaissance des décisions de justice en Europe.

## E) La jurisprudence et la doctrine

Comme généralement en droit positif il sera nécessaire d'étudier la jurisprudence des différentes juridictions : CEDH/ CE/ Cassation. Ainsi que la doctrine.